

# La conviction des socialistes montois : Di Rupo poussera la liste en octobre

MONS Les militants évoquent un accord avec Nicolas Martin qui serait tête de liste

- Plus qu'une rumeur, pas encore une annonce le bourgmestre de Mons renoncerait à conduire la liste PS dans sa ville.
- Des socialistes du cru souhaitent éviter un combat fratricide.

Et si Elio Di Rupo ne conduisait pas la liste PS à Mons le 14 octobre ? L'hypothèse paraît invraisemblable. Le nom et le destin du président du PS sont intimement liés à Mons. L'ancien Premier ministre est bourgmestre depuis 2000. Il achève son troisième mandat. A 66 ans (67 en octobre), il conserve le dynamisme nécessaire à un quatrième mandat. A temps plein cette fois : s'il rempile, les règles internes du parti lui imposeraient de renoncer à un siège de député en 2019.

En ville, la perspective d'un retrait partiel a dépassé le stade de la rumeur galopante. Lassé de son *mano a mano* avec le libéral Georges-Louis Bouchez et touché par la démission de l'échevin Pascal Lafosse puis l'annulation de « son » Festival du film d'Amour, Elio Di Rupo s'apprête à rentrer dans le rang. Ceux qui ont osé l'interroger à ce sujet ont eu droit à une fin de non-recevoir. Mais chacun sait que le décumul bourgmestre-député s'imposera à lui dans un an. Lors de ses vœux à la presse, le président du PS a affirmé avoir fait son choix à quelques collègues curieux. Oui mais lequel ?

## Quinze jours décisifs

Les militants socialistes de l'ar-

rondissement sont appelés à désigner les têtes de listes. A Mons, l'appel aux candidatures s'achèvera le lundi 5 mars, et non plus le 9 mars comme initialement prévu. Le vote se tiendra quant à lui le samedi 24 mars. En clair, Elio Di Rupo a un peu plus de quinze jours devant lui pour déposer sa candidature comme future tête de liste. Le fera-t-il ? Et si oui, son nom sera-t-il le seul sur le bulletin de votes remis aux militants ? Le scénario envisagé plus haut commence à prendre forme. Bien qu'il s'en défende (mais si peu), le député wallon et premier échevin Nicolas Martin pense que son heure est venue. Dans les rues de Mons qu'il arpente quotidiennement comme responsable du commerce, du logement ou du tourisme, il se sent pousser des ailes, raconte-t-on, quand les citoyens l'incitent à « y aller ».

Et « y aller » suppose, on l'a compris, de se porter aussi candidat comme tête de liste. Un scrutin interne que Nicolas Martin a voulu puisqu'il préside la Fédération PS de Mons-Borinage. Lorsqu'il avait présenté ce dispositif, l'échevin montois avait plaidé l'apaisement pour sa ville refusant « l'idée de toute aventure personnelle » et privilégiant « le consensus interne ». Mais il ne fallait pas être grand clerc pour déceler chez Nicolas Martin l'envie de franchir un cap. A 40 ans, la classe d'âge de tous les adversaires annoncés du PS à Mons...

La tension monte : le 24 mars, les militants montois devront-ils choisir entre Elio Di Rupo et Nicolas Martin pour mener la bataille électorale de Mons ? Le pré-

sident du PS, ancien Premier ministre, maieur depuis dix-huit ans sera-t-il contesté sur ses propres terres ? Le choc serait terrible, et le duel dévastateur pour des socialistes déchirés entre deux leaders. Elio Di Rupo, surtout, incarnerait l'ancienne génération qui fait barrage aux jeunes talents. On en parlerait à tous les étages du parti, et pas qu'en bien.

Nicolas Martin est l'héritier tout désigné. Le citoyen d'Hyon est le plus talentueux de sa génération à Mons. Il a déjà exercé la fonction de bourgmestre en l'absence du « patron » requis à d'autres tâches. En 2014, il a obtenu le droit de cumuler un échevinat et un siège de député wallon après avoir cartonné lors des élections. Il est séduisant, sympa, intelligent. Cela ne vous rappelle personne ?

## Vers l'Europe ?

Les rapports entre les deux hommes ont parfois été tendus, notamment lorsque Nicolas Martin a emporté la présidence de la Fédération, de quoi élargir un peu plus son assise au sein du parti. Mais tous ceux qui fréquentent les deux socialistes de près l'affirment aujourd'hui : l'heure est au consensus et même au rapprochement. Les réunions de l'Union socialiste communale en témoigneraient : c'est l'entente cordiale. Les militants dressent un constat à l'unisson, en forme de souhait et peut-être d'exigence : « C'est certain, ils ont un accord pour les communales. »

Le scénario le plus souvent évo-

qué est celui-ci, il n'est toutefois pas confirmé par les deux intéressés : Elio Di Rupo laisserait la voie libre à Nicolas Martin qui serait donc désigné tête de liste sans combattre. L'actuel bourgmestre obtiendrait la quarante-cinquième et dernière place. « C'est ce qui se dessine, nous dit-on dans les milieux socialistes. Mais il faudra être clair avec les électeurs. Elio devra dire s'il se contente de pousser la liste PS ou s'il brigue malgré tout un dernier mandat. » La règle est simple en Wallonie : l'élu qui a obtenu le score personnel le plus important sur la liste qui dispose du plus grand nombre de sièges dans la majorité devient bourgmestre. En 2012, Elio Di Rupo avait encore plusieurs longueurs d'avance : 14.378 voix contre 6.024 pour l'échevin. L'accord peut s'envisager de plusieurs manières. Un : aux Montois de juger, que le meilleur gagne ! Deux : un partage de frères quoi qu'il arrive, avec passage de relais à mi-mandat, par exemple... Trois : l'actuel maieur s'engage à renoncer à son poste, même s'il réalise un meilleur score. Quatre : le président se lance dans la campagne régionale, fédérale ou européenne qui débutera rapidement.

A ce dernier propos, il n'est peut-être pas inutile de revenir au calendrier : le dimanche 4 mars, veille de la clôture des candidatures à Mons, Elio Di Rupo présidera un congrès du PS consacré à l'Europe. Et s'il y annonçait sa volonté de siéger au parlement de l'Union ? Belle fin de carrière, façon Louis Michel. Et puis la boucle serait bouclée : Guy Spitaels avait envoyé le jeune Montois à Strasbourg en 1989, histoire de le sortir du marigot montois, déjà. ■

ERIC DEFFET

**DUELS****L'autre enjeu :  
Di Rupo-Bouchez  
ou Martin-Bouchez ?**

À l'exception du PS, le paysage politique est figé en vue du 14 octobre : le CDH jouera l'ouverture sous l'étiquette Agora, Ecolo, le PTB et Citoyens seront de l'aventure, le MR ratissera large avec « Mons en Mieux ». Les socialistes peuvent voir venir : ils disposent d'une large majorité absolue de 29 sièges sur 45. Les libéraux en ont 7 mais Georges-Louis Bouchez n'a qu'une idée en tête : briser l'hégémonie du PS pour forcer à de vraies négociations de majorité. La possibilité de voir Elio Di Rupo pousser la liste PS depuis la dernière place aurait au moins un effet collatéral non négligeable : on passerait d'un duel Di Rupo-Bouchez à un bras de fer Martin-Bouchez. Horrifié par le comportement de son jeune rival, le président du PS ne serait pas contraint à un face-à-face direct, notamment dans les médias. Nicolas Martin serait donc en première ligne lors des débats publics et de la confrontation des projets. Pas sûr que cela apaise les tensions : l'échevin socialiste et le conseiller libéral ne s'apprécient guère (euphémisme).